



Consultation Publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France ».

Contribution de la FNME-CGT

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Nous sommes d'accord avec les principes généraux sous réserve que soient bien pris en compte les besoins réels des opérateurs pour assurer leur mission, tant en terme de sécurité industrielle et publique, que d'équilibre du système. A cet effet, les évolutions d'organisation et/ou transformation de Storengy pour gagner en productivité sur la masse salariale doivent être prises en compte et ne pas se surajouter.

Le fait que les immobilisations en cours bénéficient d'une rémunération financière inférieure à celle des actifs exploités ne nous paraît pas fondé, car ces immobilisations correspondent à du capital immobilisé par l'entreprise, pour lequel elle porte un risque opérationnel pendant la durée des chantiers.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Oui, cela permettra de prendre en compte les fluctuations climatiques et les enjeux liés à la transition énergétique, cela est d'ailleurs nécessaire car la perte d'appro, suite à une crise géopolitique ou un accident réseau, ne peut être traitée qu'à posteriori. Compte tenu d'autre part de la volatilité probable des recettes d'enchères futures de l'entreprise, et de l'impossibilité de prévoir le niveau nécessaire de la compensation, un mécanisme de régularisation a posteriori du chiffre d'affaires est indispensable. De façon générale, il convient de prémunir l'entreprise contre les risques économiques qui pourraient fragiliser ses missions, particulièrement les risques qu'elle ne peut maîtriser.

Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

S'il est nécessaire pour les opérateurs de stockages de bénéficier d'une visibilité temporelle de rémunération, d'autant que d'autres éléments, liés par exemple aux évolutions du périmètre de stockage nécessaire, sont sujets aux évolutions de la PPE, Il nous semble que le problème de la visibilité se pose surtout pour les charges de capital . En ce qui concerne les moyens d'exploitation de l'entreprise, une période tarifaire courte serait d'autant moins problématique que la CRE mettrait en œuvre sa proposition de couverture des OPEX par le CRCP.

Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Nous sommes favorables à la condition que soient identifiées et prises en compte des initiatives des opérateurs de stockages quant à l'évolution de leur structure et qui feraient apparaître une productivité en trompe l'œil.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Nous y sommes favorables à condition que l'incitation prenne la forme d'un bonus et non d'une pénalité en cas de mévente. Cette dernière option fragiliserait l'entreprise et l'exposerait à un risque qui échappe largement à sa maîtrise.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

La rémunération de la BAR ne doit pas être surévaluée afin d'éviter que celle-ci ne soit dévoyée de son objectif et serve à des décisions managériales qui échappent à la CRE, à savoir la préservation des remontées de dividendes. L'objectif reste que la rémunération de la BAR permette de couvrir l'ensemble des coûts liés à la maximisation de remplissage des volumes nécessaires à l'équilibre du système gazier, tout en faisant peser une obligation de moyens sur les opérateurs afin qu'ils réalisent leur mission avec du personnel statutaire, en évitant les financements croisés.

L'amortissement du gaz coussin sur une durée de plus de deux siècles offrirait une rente perpétuelle à l'entreprise. D'un point de vue économique, l'idée que les stockages puissent être exploités pour les 2 siècles à venir paraît discutable.

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Cf question 6.

D'autre part, le choix de la CRE quant au niveau de rémunération des immobilisations en cours nous paraît discutable (cf. question 1).

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Les taux proposés par la CRE correspondent à l'appréciation du risque lié à l'activité. Réseaux, terminaux régulés et stockages ne sont effectivement pas soumis aux mêmes incertitudes.

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Il est compréhensible que la CRE ne dispose pas d'éléments suffisant quant à son analyse. Il apparaît qu'effectivement il est nécessaire d'approfondir l'analyse pour vérifier si la politique d'externalisation et/ou sous-traitance est synonyme d'une économie qui bénéficie à la collectivité, ou s'il se cache à travers les CNE des subventionnements croisés (tels que les management fees non transparents) supportés par le tarif et donc l'utilisateur. Par ailleurs, un abattement de 25% pourrait se révéler sévère quand certains contrats intra-groupe sont légitimes.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

Pas de remarque particulière. D'une certaine façon le revenu autorisé freine l'érosion pour les opérateurs de stockages et devra permettre de conserver leurs missions premières. La proposition de la CRE est cohérente avec le niveau de revenu qui reste confortable.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Non, le critère est trop restrictif car il omet la prise en compte des interactions élec et gaz, entre autre sur les moyens de production d'électricité (CCCG par exemple) et la défaillance d'un fournisseur, voire même la défaillance sur le réseau de transport national. De plus, nous savons tous que la majorité des clients dit « effaçables » ne le sont pas réellement, ce qui diminue d'autant la flexibilité escomptée.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

Non

Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Oui, cela reste y compris dans le sens de la fusion des zones

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Oui, avec une date identique pour les opérateurs. Il est nécessaire de faire coller le calendrier de commercialisation avec la prise en compte des contraintes d'injection des stockages y compris en cas d'échec des enchères et activation du filet de sécurité

Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Nous n'avons pas de préférence sur le sujet, l'important est qu'aucun opérateur ne soit lésé, toute proportion faite de ses volumes.

Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

Il est possible que réduire le nombre de produits, réduise le volume de vente. Les volumes sont déjà limités par jours d'enchères, pourquoi mettre une contrainte supplémentaire ? En résumé, il ne nous paraît pas cohérent de mettre en place une régulation incitative sur les volumes de ventes aux enchères tout en bridant les initiatives commerciales des opérateurs.

Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

A priori oui, mais il ne faut pas que cela incite les fournisseurs à adopter une position d'attente. Si l'on part du principe que le nombre de produits n'est pas limité (CF Question 20) , c'est aux stockeurs de valoriser au mieux leurs produits afin que les enchères soient les plus attractives ; permettre un transfert de capacité non attribuée pourrait « fausser » les enchères.

Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Oui, les opérateurs ne sont pas des acteurs de marché et il n'est pas de leur rôle de réserver des produits aux seuls traders

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

Oui cf question 22

Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

Oui parce que cela viendrait percuter la construction tarifaire, et impacterait les résultats des opérateurs sur l'année N dont la décision managériale d'affectation du résultat pourrait avoir une incidence sur la bonne marche de l'entreprise et mettre en danger l'emploi et la sécurité

Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

Oui, dans un marché gazier morose, les opérateurs, tout en gardant la liberté sur leurs catalogues produits, pourront ainsi maximiser leur capacité, le marché sera en année « test » d'une certaine forme, le réexamen devra prendre en compte non pas le satisfecit du marché mais de la collectivité.

Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Oui, cette option étant cohérente avec l'objectif de maximisation des volumes vendus dans le cadre des enchères.

Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Nous pensons que cette méthode d'expression peut favoriser les ventes.

Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Nous sommes favorables à cette méthode qui nous semble transparente et non discriminatoire.

Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Oui, pour la première année seulement. Pour autant, la CRE devra disposer de tous les éléments nécessaires pour lui permettre une analyse à posteriori. A l'avenir, une plateforme commune devra être mise en place. La demande des opérateurs suggère qu'être transparent n'est pas aisé

Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

A priori, nous rejoignons l'avis de la CRE sur le sujet, la publication du prix de réserve devrait maximiser les ventes.

Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Non, car la compensation qui pourrait en résulter pourrait conduire à ce que les fournisseurs fassent supporter en double le stockage aux clients. Non, car il convient de minimiser le niveau de la compensation. Par ailleurs rien ne garantit à ce stade que cela permette de maximiser les ventes, et l'affichage d'un prix nul des stockages n'est pas concevable du fait de leur importance.

Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Pas forcément, dans la mesure où le tarif couvre les coûts supportés par les opérateurs et ce quel que soit le produit.

D'un autre côté cela permettrait de maximiser les produits de ventes aux enchères et, ainsi, de minimiser le niveau de la compensation.

Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?

Chaque proposition s'entend. La proposition de Storengy est surprenante car l'attractivité des stockages salins du sud reste une réalité : les souscriptions atteignent en général spontanément un bon niveau (sauf cette année); pour autant la minoration de leur prix de réserve et ne pas les faire entrer dans le filet de sécurité facilitera leur souscription. Quant à celle de TIGF, il reste à voir si elle n'introduit pas une distorsion qui le favoriserait, entre aquifères sud et nord.

Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées

Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

Oui, cela couvrira le panel fournisseurs mais aussi permettra de valoriser le site pour lui permettre le virage de conversion du stockage en gaz H, garantissant les capacités nécessaires aux prestataires de cette conversion

Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Oui, en intégrant dans ces groupes de travail les partenaires sociaux.

Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Oui, sous réserve que cela permette à la CRE d'avoir une forme de REX.